



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°08 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : La croissance du PIB du Bangladesh révisée à la baisse à 3,49 % pour FY25 ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques pour le mois de décembre 2025 ;
- ❖ **Inde** : Points principaux à retenir du rapport économique 2025-26 ;
- ❖ **Népal** : Hausse de la dette publique népalaise à mi-février 2026 ;
- ❖ **Sri Lanka** : 310 000 départs en 2025 dont 76% de travailleurs qualifiés.

À RETENIR

0,8% du PIB

Déficit du compte courant indien au
premier semestre de l'exercice 2025/26

Bangladesh

La croissance du PIB du Bangladesh révisée à la baisse à 3,49 % pour FY25

Les autorités ont révisé à la baisse la croissance du PIB pour l'exercice 2024-25, l'établissant à 3,49 %, contre une estimation antérieure plus optimiste de 3,97%. Cette révision du Bangladesh Bureau of Statistics reflète une accélération moins marquée de l'activité économique, dans l'industrie comme dans les services, et des perturbations prolongées liées aux troubles sociaux et à un environnement d'affaires incertain.

Par rapport à 2023-24, la plupart des indicateurs sont à la baisse : investissements privés et publics, atteignant respectivement 22,0% et 6,5% ; croissance moindre des secteurs agricoles et des services.

Le RNB par habitant atteint dorénavant 2769 USD et le PIB près de 456 Mds USD d'après les statistiques publiques.

[BBS cuts FY25 GDP growth to 3.49%, marking third consecutive year of decline](#)

Le conseiller aux finances sortant énumère 20 priorités économiques pour son successeur

À l'issue de son mandat de conseiller aux Finances, Salehuddin Ahmed a présenté une feuille de route détaillée de 20 priorités destinées à guider la nouvelle équipe. Il a notamment insisté sur la nécessité de ramener l'inflation à un niveau compatible avec la stabilité du pouvoir d'achat, de maintenir une politique monétaire prudente et de renforcer la coordination entre la banque centrale et le ministère des Finances afin de préserver la stabilité du taux de change et de consolider les réserves de change.

Parmi les autres axes jugés urgents figurent la réforme en profondeur du secteur bancaire, marqué par un niveau élevé de prêts non performants, la mobilisation accrue des recettes fiscales — encore inférieures à 7 % du PIB — et la réduction des exonérations inefficaces. Il a également appelé à une meilleure priorisation des dépenses publiques, à l'accélération de l'exécution des projets d'infrastructure, à la diversification des exportations au-delà du textile, et à la création d'un environnement plus favorable à l'investissement privé et étranger.

[Salehuddin leaves office outlining 20 priority tasks for Khosru](#)

Nomination d'un nouveau gouverneur de la Banque Centrale

Le nouveau gouvernement a nommé Md Mostaqur Rahman au poste de gouverneur de la Bangladesh Bank le 25 février 2026, pour un mandat de quatre ans, mettant fin au mandat de Dr Ahsan H. Mansur avec effet immédiat. Dr. Mansur, économiste, avait été nommé à l'été 2024 par le gouvernement intérimaire.

Mostaqur Rahman, expert-comptable et entrepreneur dans le secteur textile, dirigeait l'usine de prêt-à-porter Hera Sweaters Ltd. Il présidait par ailleurs un comité de la Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) dédié aux affaires de la banque centrale.

Lancement des travaux pour le budget 2026-27

Le ministre des Finances a déclaré que les engagements économiques formulés pendant la campagne électorale seront pris en compte dans le budget de l'exercice 2026-27, soulignant la priorité donnée à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et à la stimulation de la croissance. Il a réaffirmé un objectif de recettes fiscales de 8 % du PIB. D'après les données de l'administration fiscale, le ratio taxes-PIB a atteint 6,7% en 2024-25.

Dans son programme, le BNP s'est engagé à accroître le budget dédié à la santé et à l'éducation pour atteindre 5% du PIB chacun.

Bhoutan

Indicateurs macroéconomiques pour le mois de décembre 2025

L'inflation nationale en glissement annuel s'est établie à 3,4% en décembre 2025, contre 2% un an auparavant, sous l'effet principal de la progression de 4,4% de l'indice des prix alimentaires.

Les réserves extérieures totales ont atteint 1,1 Md USD à fin décembre 2025, en hausse de 58,6 M USD sur un mois. Parallèlement, en novembre 2025, les transferts de la diaspora se sont élevés à 282,5 M USD. Les exportations d'hydroélectricité ont atteint 24,7 Mds USD, tandis que les ventes domestiques se sont établies à 8,9 Mds USD.

[Royal Monetary Authority](#)

Inde

Points principaux à retenir du rapport économique 2025-26

Croissance : La croissance du PIB réel pour l'exercice 2026-27 est projetée au sein d'une fourchette de 6,8 % à 7,2 % selon le Department of Economic Affairs. Principalement tirée par la demande intérieure, avec une part de la consommation privée dans le PIB de 61,5%, la croissance de l'exercice budgétaire en cours 2025-26 devrait croître à un rythme de 7,4 %, soit un niveau supérieur à celui de l'année 2024-25 (6,5 %). L'économie domestique est soutenue par une amélioration des bilans des entreprises, des banques et des ménages, un soutien à l'investissement public, une demande de la consommation résiliente, et une amélioration des intentions d'investissement privé. Par ailleurs, l'enquête estime le potentiel de la croissance du PIB à moyen terme du pays à 7%.

Secteur extérieur : Le déficit du compte courant de l'Inde au premier semestre 2025-26 s'est établi à 0,8 % du PIB, contre 1,3 % du PIB au premier semestre 2024-25. En effet, la balance courante de l'Inde présente un déficit commercial de biens, partiellement compensé par de solides revenus issus des services (+100 Mds USD) et des transferts privés issus des envois de fonds (+72 Mds USD). Au 16 janvier 2026, les réserves de change couvraient environ 11 mois d'importations de biens et représentaient 94 % de la dette extérieure en cours. L'enquête

soutient que la diversification des destinations d'exportation a contribué à soutenir les exportations malgré l'impact des droits de douane imposés par les Etats-Unis.

Inflation : L'inflation, calculée par l'indice des prix à la consommation, est passée de 4,6 % en 2024-25 à 1,7 % en 2025-26 (avril-décembre), stimulant considérablement le pouvoir d'achat réel et la consommation. Cette baisse est principalement imputable au recul des prix alimentaires (légumes, épices) notamment grâce à des conditions météorologiques favorables et à une production élevée. La RBI et le FMI projettent une hausse progressive de l'inflation globale en 2026-27, tout en restant dans la fourchette cible de 4 % (+/- 2 %).

Finances publiques : Le gouvernement central devrait contenir le déficit budgétaire à moins de 4,5 % du PIB en 2025-26. Les recettes publiques de l'Etat central se sont renforcées, passant de 8,5 % du PIB sur la période 2016-20 à 9,1 % du PIB sur la période 2022-25. Point de nouveauté, le gouvernement central a choisi de cibler le ratio dette/PIB jusqu'en 2031, plutôt que de fixer des objectifs annuels de déficit budgétaire. Un retour à des objectifs budgétaires annuels sera envisagé après 2031, une fois que la dette publique se rapprochera de 50% du PIB et le déficit budgétaire de 3% du PIB. Concernant la fiscalité des Etats fédérés, le déficit budgétaire agrégé des Etats fédérés a augmenté à 3,2 % du PIB en 2024-25. Seuls 11 Etats ont enregistré un excédent budgétaire courant en 2024-25, et la dépendance croissante des Etats aux transferts monétaires directs de l'Etat central soulève des préoccupations quant à la flexibilité des dépenses publiques.

[Economic Survey 2025-26.pdf](#)

Reprise du bénéfice des entreprises lors du troisième trimestre de l'exercice en cours

Sur la période allant d'octobre à décembre 2025, correspondant au troisième trimestre de l'exercice en cours, la Banque centrale, Reserve Bank of India (RBI), a déclaré que la croissance des revenus des entreprises privées cotées en bourse avait atteint 10,1 % en glissement annuel. Il s'agit du rythme le plus élevé depuis douze trimestres, après une période prolongée de croissance modérée.

La hausse des revenus est largement tirée par le secteur manufacturier, avec un rebond des ventes des entreprises manufacturières cotées en bourse qui ont augmenté de 11,4 % sur un an, contre 8,5 % au trimestre précédent. La hausse des ventes est tirée par la demande dans des industries comme l'automobile, l'équipement électrique et les métaux. Ainsi, le bénéfice d'exploitation des entreprises manufacturières a enregistré une croissance de 11,8 % en g.a.

Dans le secteur des services, les ventes des entreprises technologiques IT ont progressé de 8,8 %, contre 7,8 % au trimestre précédent, tandis que celles des services non-IT sont restées stables à 10,8 %. Le bénéfice d'exploitation des entreprises de services IT est de 11,1% et de 4% pour les services non-IT.

Le bénéfice net agrégé des entreprises a crû de 5,2 % sur la période octobre-décembre, contre 1,5 % au trimestre précédent, bien que ce taux soit inférieur aux 11,8 % enregistrés à la même période l'an dernier, et ce, en raison des pressions sur les coûts des matières premières et de la hausse des charges de personnel.

A noter que le rapport d'Equirus Securities indique que les entreprises à « petite » capitalisation ont enregistré une forte progression des bénéfices de 22 % d'une année sur l'autre sur la période sous revue, devançant largement les entreprises à moyenne et grande capitalisation, dont la croissance enregistre respectivement un rythme de 15 % et 14 %.

Népal

Hausse de la dette publique népalaise à mi-février 2026

A mi-février 2026, la dette publique du Népal atteint l'équivalent de 19,7 Mds USD, portant le ratio dette/PIB à 46,81%, selon le Public Debt Management Office. Cette évolution traduit un renforcement des tensions budgétaires dans un contexte de ralentissement des recettes et de dépréciation de la monnaie nationale. Entre mi-juillet 2025 et mi-février 2026, la roupie népalaise s'est dépréciée d'environ 137,35 à 145,03 NPR pour un dollar.

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2025/26, la dette totale a augmenté d'environ 1,3 Md USD (184,93 Mds NPR). La dette domestique représente désormais 22,1% du PIB et la dette extérieure 24,7%. Sur cette période, l'État a mobilisé environ 1,8 Md USD de nouveaux emprunts et consacré 1,1 Md USD au service de la dette.

Avec une dette proche de 50% du PIB et un objectif annuel d'emprunt équivalent à 4,1 Mds USD, dont 42,9% ont déjà été réalisés à mi-février, la dynamique actuelle soulève des enjeux significatifs en matière de soutenabilité budgétaire, de sensibilité aux variations de change et de capacité de financement du développement sans alourdissement durable des engagements publics.

[Nepal's public debt hits Rs 2.858 trillion, reaches nearly 47% of GDP](#)

Le FMI valide un décaissement de 43,2 M USD au Népal

Le FMI a validé, au niveau des services, la conclusion de la septième revue du programme au titre de la Facilité élargie de crédit (ECF), ouvrant la voie au décaissement de 43,2 M USD, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration. Ce versement porterait le soutien total accordé au Népal dans le cadre de l'ECF à 384,4 M USD.

La mission conduite à Katmandou du 6 au 20 février 2026 s'inscrivait également dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV. Le FMI souligne toutefois le ralentissement de l'activité dans un contexte d'incertitude économique et de vulnérabilités accrues du secteur financier, à la suite notamment des manifestations récentes. La croissance pour l'exercice 2025/26 est projetée entre 3% et 3,5%, pénalisée par la faible confiance du secteur privé et l'exécution limitée des projets d'investissement public.

Le FMI note des avancées dans la mise en œuvre du programme, notamment l'adoption d'une stratégie d'amélioration de la conformité douanière, la réalisation d'inspections dans le cadre de la revue des portefeuilles de prêts et l'alignement des règles de classification des actifs sur les standards du Comité de Bâle. Néanmoins, les vulnérabilités financières se renforcent : le taux de prêts non performants a atteint 5,4% en janvier 2026 et pourrait être révisé à la hausse, avec des implications sur la capitalisation des banques.

[IMF set to disburse final US\\$43.2 million tranche of ECF](#)

Sri Lanka

310 000 départs en 2025 dont 76% de travailleurs qualifiés

En 2025, près de 310 000 Sri-Lankais ont quitté le pays pour travailler à l'étranger, soit une légère baisse de 1,23 % par rapport au record de 2024. Cette mobilité demeure très largement portée par les travailleurs qualifiés, qui représentent 76 % des départs. La grande majorité des migrants s'est dirigée vers le Moyen-Orient (80 %), tandis que des proportions plus modestes ont choisi l'Europe (7,4 %), le reste de l'Asie (7,4 %) et l'Asie du Sud (3,8 %). Parmi les principales destinations figurent le Koweït, les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie saoudite. Les hommes constituent 61 % des partants. Les localités de l'est (Batticaloa, Ampara, Trincomalee...) affichent les taux de départ rapportés à la population les plus élevés du pays. Rapportée à une population nationale d'environ 22 millions d'habitants, cette émigration massive constitue une fuite des cerveaux susceptible de freiner durablement le développement économique du pays.

[CBSL](#)

Formalisation du dialogue sur les politiques économiques entre le Japon et Sri Lanka

Le Sri Lanka et le Japon ont signé un Mémoire de coopération (MoC) officialisant leur collaboration en matière de dialogue sur les politiques économiques. Les entretiens bilatéraux ont notamment permis de produire une introduction à une feuille de route sur la création d'un corridor industriel auquel le Japon veut associer le Sri Lanka, ainsi qu'un rapport d'évaluation sur les capacités d'exportation du Sri Lanka. L'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO) a fourni un rapport sur l'environnement commercial actuel pour les entreprises japonaises au Sri Lanka, tandis que de grandes entreprises japonaises comme Itochu et Mitsui ont partagé leurs expériences commerciales dans le pays.

[President's office](#)

Projet d'amendement important de la loi fiscale

Un projet d'amendement visant à modifier la loi fiscale de 2017 a été publié par le ministère des finances et sera transmis au Parlement. Il comprend notamment une augmentation du taux d'impôt sur les plus-values de 10 à 15%, une révision des règles relatives aux exonérations et au prélèvement à la source, ainsi que plusieurs mesures visant à renforcer l'administration fiscale.

[KPMG](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

Les dernières publications des services :

- SER de New Delhi – [L'évolution du cours de l'INR](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr